



REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

PREMIERE CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives des 23 et 30 juin 1968

Jean ROYER

Maire de Tours — Conseiller Général de Tours-Ouest

Candidat sans parti politique

SUPPLÉANT : Jean-Paul CHASSAGNE :

Cadre S.N.C.F. — Premier Adjoint au Maire de Tours
Conseiller Général de Tours-Sud

Tourangelles, Tourangeaux,

La crise qui frappe la France montre à quel point **l'ordre, l'autorité, les libertés**, notamment celle du travail, **étaient fragiles et menacés. La crise n'est pas terminée** : des foyers d'agitation révolutionnaire persistent dans le pays, les conséquences économiques et financières des grèves seront sensiblement ressenties par les budgets des familles, des entreprises, de l'Etat et des collectivités.

Chacun sent bien que des mesures énergiques doivent être prises à bref délai, que des réformes profondes doivent être préparées et appliquées, visant à :

- Renforcer la protection des libertés et barrer la route à toute subversion ou révolution ;
- Reprendre et développer partout le travail et assurer une plus juste répartition de son produit ;
- Soutenir l'économie et remanier le budget de l'Etat ;
- Réorganiser l'Université ;
- Rétablir une confiance plus large entre les Institutions et le peuple.

Sans un **plan d'action clair, précis, rigoureusement appliqué**, une nouvelle vague de protestations, de conflits et de désordres risque de tout balayer.

Je me présente à nouveau sans parti politique

Conformément à ce que j'avais promis en 1958, 1962, 1967, j'ai refusé toute investiture quelle qu'elle soit. Plus que jamais, je reste et veux rester un homme libre de juger les hommes, les actes du gouvernement et du chef de l'Etat, de contrôler l'action des ministres, sans tenir compte des ordres des états-majors des partis, dont la crise vient de montrer la passion ou les faiblesses.

L'Assemblée qui vient d'être dissoute n'ayant duré qu'un an, je n'ai pu agir dans tous les domaines. Néanmoins :

J'AI SOUTENU LE GOUVERNEMENT ET LE GENERAL DE GAULLE :

- Lors de l'examen et de l'approbation des deux budgets de 1968 (le primitif et le collectif).
- Lors de l'examen de trois motions de censure.

J'AI CRITIQUÉ D'UNE MANIERE CONSTRUCTIVE :

- L'insuffisance du Plan et de la politique des bas salaires.
- L'insuffisante progression de la construction de logements sociaux, ce qui eut pour effet direct de porter le nombre des H.L.M. à 174.500.
- La politique des cartes scolaires du second degré et de la formation des maîtres.
- Les insuffisances du plan de financement des nouveaux hôpitaux et du recrutement des infirmières.
- La lourdeur et l'inadaptation de l'appareil administratif au niveau central.

EN RAISON MEME DE LA PERIODE DIFFICILE QUE TRAVERSE LE PAYS, LE REGIME DE LA V^e REPUBLIQUE DOIT ETRE MAINTENU ET APPUYÉ :

— Il a rendu à la France des institutions stables, des finances saines, une diplomatie indépendante et active, une vigueur réelle de représentation dans les instances internationales, notamment à Bruxelles.

— Il a évité les affrontements sanglants, malgré des émeutes sciemment organisées et répétées.

— Il est le plus sûr rempart de nos libertés.

Certes, il a commis des erreurs, notamment en n'améliorant pas à temps la condition sociale des couches laborieuses les plus modestes, en ménageant trop longtemps les enrégimentés du 22 mars, en ne tenant pas assez compte des avis raisonnables du Parlement, mais, malgré ces faiblesses, il n'existe aucune solution efficace de rechange au régime actuel.

1° La Gauche (Fédération et parti socialiste unifié P.S.U.) alliée aux communistes refuse par la voix du célèbre M. Mitterrand le concours des hommes du centre.

2° La Gauche et les communistes sont incapables de s'unir

● J'ai assisté régulièrement à tous les débats importants de l'Assemblée, et notamment aux délibérations budgétaires.

● J'ai posé plusieurs questions écrites aux ministres et je suis intervenu plusieurs fois à la tribune, en particulier lors du dernier débat sur la censure. **J'ai rédigé et fait signer une adresse au Président de la République le 29 mai dernier.**

● J'ai multiplié, sans relâche, les démarches favorables à Tours, à la Touraine, à la Région Centre, auprès des ministres.

Par mes votes,

JE ME SUIS OPPOSÉ :

● A la répartition actuelle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

● A l'emploi non réglementé par la loi de la publicité à l'O.R.T.F.

● A l'hostilité gouvernementale à l'amnistie totale et à l'indemnisation progressive des rapatriés.

pour gouverner la France ; malgré une apparente volonté cent fois rappelée depuis 1965, aucun programme commun n'a pu être formulé, et pour cause :

● les communistes veulent supprimer la propriété commerciale, artisanale, terrienne, au profit de la propriété collective des moyens de production ;

● les communistes veulent supprimer la liberté du travail, la liberté d'expression, la liberté scolaire ;

● les communistes veulent fonder leur régime sur l'appareil du parti unique, sur la police, sur la propagande officielle de l'Etat.

La Gauche, celle qu'ont inspiré Gambetta, Jaurès, Briand, Herriot et Léon Blum ne peut accepter une telle doctrine sans renier un certain idéal de liberté, de justice et de fraternité. C'est un scandaleux mensonge d'affirmer que MM. Mitterrand, Mollet, Defferre et Waldeck-Rochet peuvent gouverner ensemble. Leur coalition n'a qu'un seul objet possible : renverser le régime ; **elle ferait rebondir le désordre comme en 1937 et 1947 et serait fatale à l'unité du pays.**

La seule solution possible est donc de maintenir le régime

et de procéder à une ouverture politique vers des hommes d'ordre et de progrès qui constitueront la future Assemblée sans sectarisme et sans exclusive. L'unité et l'ordre de la

France sont à ce prix. Encore faut-il bien préciser à notre peuple les voies du redressement.

Je me présente donc à nouveau pour agir

1 - Dans le domaine de la politique intérieure

→ L'aménagement du Cher et la construction de 18 000 logements (dont 80 % sociaux), en 15 ans. Des travaux considérables viennent d'ailleurs d'être lancés avec l'aide de l'Etat.

→ L'implantation d'usines variées sur les zones de Tours-Saint-Symphorien, Saint-Pierre-des-Corps et Joué-lès-Tours.

→ La déviation autoroutière de l'axe Paris-Bordeaux.

→ La création d'une université à part entière par la suppression de la « bipolarité » et la fondation, maintenant en bonne voie, d'un hôpital universitaire moderne.

B. - A l'échelon national :

→ Une amélioration des rapports entre l'Exécutif (Président et Gouvernement) et le Législatif par :

● L'élargissement de la majorité afin de soutenir un gouvernement plus représentatif de l'unité française.

● La diminution sensible du nombre des votes bloqués et des motions de censure.

● Un contrôle budgétaire s'exerçant strictement avant l'élaboration définitive des budgets, grâce à des discussions approfondies entre ministres, fonctionnaires et représentants.

● Un langage plus simple et plus humain dans le cadre d'une information vraiment objective.

→ Une reprise en main de l'Economie, ce qui conduit à :

1. CONTENIR LA HAUSSE PREVISIBLE DES PRIX :

— Par une relance de la production industrielle et les exportations agricoles.

2. OCCUPER LA MAIN-D'ŒUVRE :

— Par le lancement d'un programme de grands travaux (routes, autoroutes, ponts, abattoirs, établissements publics, hôpitaux, logements sociaux) grâce à l'accélération énergique des procédures, à la passation rapide des marchés.

3. RÉVISER COMPLÈTEMENT L'EQUILIBRE FINANCIER :

● Arrêter immédiatement un ensemble d'économies en diminuant pour 1968 et 1969 certains crédits (Espace, Aide à l'étranger).

● Lancer un grand emprunt d'Etat en France et à l'étranger.

● Aménager plus justement l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

→ Une action sociale étendue :

1. FORMATION PROFESSIONNELLE ET EMPLOI DES HOMMES :

● Accélérer la formation professionnelle par la création de véritables centres d'apprentissage et de formation professionnelle des adultes.

● Diminuer progressivement l'âge de la retraite et le nombre des cumuls.

2. ORGANISATION ET PRODUCTION DE L'ENTREPRISE :

● Respecter partout l'exercice du droit au travail, notamment dans les Services publics. Étendre l'influence des organismes paritaires, notamment dans les Services municipaux et hospitaliers.

2 - Dans le domaine de la politique extérieure

Je pense que la France doit pratiquer une politique d'équilibre entre les influences économiques, militaires, idéologiques des trois empires qui se partagent pratiquement la puissance mondiale : les Etats-Unis, la Russie Soviétique et la Chine.

→ Par l'indépendance dans l'élaboration de notre diplomatie et la mise en place de nos moyens de défense classiques et nucléaires.

→ Par l'organisation progressive de l'Europe, c'est-à-dire :

● La formation de plus en plus poussée de l'Europe de l'Ouest (marché commun des capitaux, uniformisation progressive des régimes fiscaux et sociaux, politique commune des transports, consultations périodiques et actions communes des ministres et des chefs d'Etat, échanges de jeunes et de travailleurs, apprentissage accéléré et efficace des langues étrangères).

IL NOUS FAUT TOUS LUTTER POUR METTRE EN PRATIQUE L'ORDRE DE LA FRANCE :

— LEGITIME : CELUI DE LA REPUBLIQUE ;

— JUSTE : CELUI DES REFORMES SOCIALES ET HUMAINES ;

— GÉNÉREUX : LA NATION COMME LA REPUBLIQUE DOIT RESTER UNE ET INDIVISIBLE.

TOURANGELLES, TOURANGEAUX, VOUS SAVEZ QUE JE ME CONSACRE RÉELLEMENT ET RESOLUMENT A L'ACCOMPLISSEMENT D'UN TEL IDEAL. JE VOUS DEMANDE DE ME CROIRE ET DE M'ENCOURAGER ENCORE PLUS AUJOURD'HUI QU'HIER, TOUT EN ME JUGANT SELON MES ACTES.

RIEN N'EST PERDU. VIVE LA REPUBLIQUE, VIVE LA FRANCE.

● Faire participer progressivement les cadres et les salariés à la marche de l'entreprise, à l'évolution du chiffre d'affaires, à la répartition des bénéfices dans la mesure où la participation correspond à une volonté commune et réelle de développer l'entreprise et de respecter et d'encourager sa direction. Ajouter à fond les expériences dans ce domaine et s'inspirer de leurs résultats avant de créer un système législatif.

● Faire progresser partout les bas salaires et veiller à ce que l'expansion économique ne provoque pas d'injustes différences entre les catégories.

● Accroître encore le nombre des logements sociaux et doubler le secteur accession à la propriété.

→ Sur le plan humain :

1. L'ENSEIGNEMENT ET L'EDUCATION :

● Remettre de l'ordre dans le fonctionnement des établissements du second degré et le supérieur, avec respect de l'autorité des professeurs et organisation rapide des examens qui sanctionnent les efforts et les mérites.

● Refondre progressivement les programmes et les méthodes. Développer l'enseignement de la morale, de l'instruction civique, de l'histoire. Encourager à fond le goût et la pratique des sports, du travail manuel, de la création artistique, de l'aide aux pauvres et aux déshérités.

● Réviser la formation des maîtres et refondre complètement les Ecoles normales qui doivent devenir de véritables Instituts de formation pédagogique et professionnelle.

● Réorganiser l'Université dans le sens de l'autonomie et d'une coopération loyale des étudiants à l'enseignement, la culture et la recherche, l'orientation réelle à promouvoir dans le second degré étant le moyen de sélection le plus efficace pour l'entrée dans le supérieur. Créer les Instituts universitaires de technologie pour accroître les débouchés réels.

2. LA VIE PUBLIQUE :

● Renforcer l'autorité des familles et accroître l'aide matérielle en faveur des plus modestes.

● Lutter impitoyablement contre les films de violence, d'érotisme (notamment américains, italiens et suédois) et de nihilisme. Atteindre à l'impartialité dans l'information et placer la publicité à la Télévision sous le régime de lois rigoureuses.

● Respecter les valeurs du passé : aider les vieillards (refonte des retraites, construction de logements, multiplication des foyers), respecter les engagements envers les anciens combattants.

● Pratiquer enfin une véritable politique de réconciliation nationale.

Les rapatriés qui ont beaucoup perdu et moralement souffert ont droit à réparation et indemnisation progressives. L'heure est à l'oubli, aux rapprochements sincères, DONC A L'AMNISTIE QUI SOUDE ET PERPETUE L'UNITE NATIONALE.